Greffe du Commerce

5 NOVEM 18 3

Entre les soussignés
Monsieur Albert Molin négociant demeurant à Lyon, d'une part.
Monsieur Auguste Mazard ... à Lyon

5 NOVEM 18 3

Les soussignés
1° Monsieur Ferrouillat Louis Antoine employé de commerce
Demeurant à Lyon rue de la Part-Dieu 16 c 12
2° Monsieur Ferrouillat hippolyte commissionneur demeurant
aussi à Lyon rue de la Part-Dieu 16 c 12
3° Monsieur Dubuisson Nicolas, employé de commerce
demeurant en cette même ville Montée Bonaparte 16 c 14

Sont convenu de ce qui suit :

art. 1er Il y aura société en noms collectifs entre les susdésignés.

2em L'objet de la société sera pour l'entreprise de coulage, camionnage en tous genre sur la place de Lyon.

3me La raison sociale sera Ferrouillat frères et Compagnie

art. 4me Chacun des contractants aura la signature sociale, mais ne pourra en faire usage que pour les besoins de la société.

art. 5me Cette société aura la durée de dix années qui ont pris cours le vingt-cinq octobre courant et finiront le vingt cinq octobre mil huit cent quatre-vingt trois.

art. 6me Le siège principal de la société sera à Lyon rue Monsieur numéro cent deux maison Villon

art. 7me Le capital social sera de six mille francs fournis par tier soit deux mille francs par chaque associé et ce suivant les besoins de la société. Ces sommes porteront intérêt au six du cent l'an.

art. 8me Chaque associé aura la faculté de verser dans la caisse de la société selon les besoins, les sommes nécessaires, ces sommes porteront intérêt au six du cent, le retrait de ces sommes ne pourra avoir lieu qu'en prévenant six mois d'avance

art. 9me Les bénéfices et les pertes seront partagées par tier

art. 10me Chaque associés aura la direction de la société toutes fois la caisse sera tenue par M. Ferrouillat Louis Antoine, qui tiendra aussi le brouillard.

Les agencements, vanques, caisses en un mot tout le matériel de la maison Riche & Cie sera pris pour six mille francs, forfait.

Greffe du Commerce

Enregistrée à Lyon le Quatre Novembre mil huit cent soixante treize

art. 11me Chaque associé prélèvera à titre de levées cent vingt francs par mois.

art. 12me Les livres seront tenus par un teneur de livres étranger à la société.

art. 13me Une inventaire général, sera fait annuellement à l'époque du mois de Décembre de chaque année.

art. 14me La dissolution de la présente société, aura lieu aussitôt après l'inventaire qui présenterait une perte de la moitié du fond social; 2° A la mort d'un des contractants si les deux associés survivant jugent à propos, ils pourront continuer, dans ce cas ils rembourseront les héritiers du défunt sur le pied du dernier inventaire, qui aura été fait, et ce remboursement un délai de six mois leur sera accordé. Pour les deux associés restant, la dissolution pourra avoir lieu dans les mêmes termes à leur choix.

art. 15me En cas de contestations entre les parties, il est convenu qu'elles se soumettront à la décision d'arbitres amiables compositeurs. Ces arbitres seront au nombre de trois, chacune des parties nommera le sien. Ils formeront un tribunal arbitral et opéreront ensemble; ils prononceront en dernier ressort les parties s'interdisent, dès à présent, le droit d'appel;

Fait triple à Lyon le vingt huit octobre mil huit cent soixante treize promis d'être exécuté de bonne foi sous peine de tout dépend et dommages intérêts (Deux mots de rayés nuls, approuvés).

Approuvé l'écriture Approuve l'écriture

Je prouve l'écriture

---

5 NOVEMBRE 1873

Chazier

TIMBRE 2/10 EN SUS 1F. 50c

Entre les soussignés

Monsieur Albert Molin négociant demeurant à Lyon, d'une part.
Mr Auguste Mozard " " à Lyon
Mr Joseph Poncet " " à Lyon
Mr Lucien Clariot " " à L'Isle-sur-Sorgues (vaucluse) d'autre part

Art. 1 Ils forment entre eux une société en nom collectif pour l'exploitation d'un commerce de tissus lainages, de soieries, de châles, Nouveautés et autres articles en dépendant.

Art. 2 La durée de la société est fixée à dix années et demi qui commenceront le premier Janvier mil huit cent septante quatre, pour finir le trente juin mil huit cent quatre vingt.

Art. 3 Le siège de la société est à Lyon, place St Huyez, 5, dans les magasins occupés actuellement par Mr Riche & Cie.

Art. 4 La raison sociale sera Molin & Cie.
Chacun des associés aura l'usage de la signature de la maison pour ne s'en servir que dans l'intérêt de la société, à peine de nullité et de dommages intérêts.

Art. 5 Mr Molin apporte dans la société la somme de Cent mille francs, comme il est dit plus bas.
Mr Poncet la somme de Vingt mille francs en espèces.
Mr Mozard la somme de Dix mille francs en espèces.
Mr Clariot la somme de Dix mille francs en espèces.
Mr Mozard et Clariot ont dès ce jour versé chacun la moitié de leurs mises de fonds en un titre accepté par la société et payable le premier Janvier mil huit cent septante quatre.
Cet apport devra être complété au plus tard le quinze Décembre mil huit cent septante trois, sous peine de dissolution immédiate de la Société avec indemnité à la charge de celui qui n'aura pas rempli ses engagements à l'époque déterminée au profit de ceux qui auront rempli toutes les conditions exigées par les présentes, savoir:
Quarante mille francs pour Mr Molin.
Sept mille francs pour Mr Poncet.
Trois mille cinq cents francs pour Mr Mozard
Trois mille cinq cents francs pour Mr Clariot
Il sera fait par Mr Molin au moyen de marchandises trouvées en magasin provenant du commerce de Mr Riche & Cie aux conditions suivantes:
Le restant des marchandises inventoriées à prix débattus en juillet mil huit cent septante trois seront acceptées à ces prix au trente un Décembre sans rabais aucun; et toutes les autres qui ne figureront pas à cet inventaire du trente juin mil huit cent septante trois et provenant des achats nouveaux pour la saison d'automne et d'hiver seront acceptées au prix d'achat déduction faite de tous les escomptes et de toutes les bonifications obtenues le tout sans aucun escompte ni rabais.
En cas d'insuffisance Mr Molin complétera en espèces.
Cet apport produira un intérêt à raison de six pour cent l'an, qui sera prélevé tous les ans seulement.
Cependant il est expliqué que les séries de nouveautés proprement dites, qui auront boudé pour cause de goût douteux et appartenant aux achats d'automne et d'hiver subiront une dépréciation qui fera l'objet d'une expertise à l'amiable entre les parties. De même que les restants de séries désassortis de cette catégorie de marchandises perdront Dix pour cent.

Art. 6 Les agencements, banques, caisses en un mot tout le matériel de la maison Riche & Cie sera pris pour Six mille francs, forfait.

Copie certifiée

Art. 7. La liquidation du commerce Riche & Cie sera faite par eux-mêmes à leurs frais, à leurs risques périls et dans le local de la nouvelle Société.

Art. 8. L'Administration de la nouvelle société est confiée à tous les associés d'après les attributions suivantes.

Mr Molin aura la gestion de la maison, il conserve l'autorité pour n'en faire usage que dans l'intérêt de la Société et comme il la exercée dans ses anciennes associations. Il s'occupera des achats autant qu'il le pourra, mais ne pourra y être astreint. A chaque voyage d'achats il devra être accompagné par l'un des associés, lesquels devront le remplacer le plus tôt possible dans ces opérations. Voyages d'achats comprennent Paris, Reims, Roubaix ou toute autre ville de fabrique. Mais un voyage d'achats de rassortiment à Paris seulement n'exige pas la présence d'un associé.

Mrs Poncet Morard Clariot s'occuperont des placements en voyage et de ventes sur banque comme ils le faisaient dans la maison Riche & Cie. Ils iront aux achats comme il est dit plus haut.

Art. 9. Tous les ans au trente un Décembre il sera fait un inventaire des opérations de la Société les bénéfices constatés par cet inventaire seront portés au compte de profits et pertes, annuels ils produiront un intérêt annuel de Six pour cent l'an calculé tous les ans, lequel intérêt se capitalisera avec les bénéfices pour donner plus d'extension aux affaires de la maison.

Art. 10 Ces bénéfices se partageront à la fin de la Société et de la manière suivante si aucun des cas prévus par les articles Dix bis, Dix sept et dix huit ne viennent modifier ces dispositions.

- Quarante pour cent seront attribués à Mr Molin la première année et cinq pour cent de moins chaque année qui suivra jusqu'à ce que cette participation soit réduite à Vingt cinq pour cent.
- Vingt Six pour cent à Mr Poncet
- Dix sept pour cent à Mr Morard
- Dix sept pour cent à Mr Clariot

Les cinq pour cent abandonnés par Mr Molin à partir du premier Janvier mil huit cent Septante cinq seront partagés à savoir:

Par Mr Poncet douzet demi
Par Mr Morard un et quart
Par Mr Clariot un et quart

Art. 10 (Bis) A partir du premier jour d'une année où les mises de fonds de Mrs Poncet, Morard, Clariot viendraient à se rapprocher, ces bénéfices en ce qui les concerne seront partagés au prorata de l'augmentation réalisée à condition cependant que le nouvel apport de Mr Morard et Clariot effectué le premier Janvier d'une année atteindra Deux mille francs chacun. Enfin lorsque les mises de fonds de ces trois Messieurs seront nivelées les bénéfices seront égalisés. A partir de ce moment rien ne sera changé dans la participation des bénéfices quelle que soit la somme que chacun pourrait apporter au delà de Vingt mille francs qui composent la mise de fonds de Mr Poncet.

Art. 11 Chacun des Associés aura droit à titre d'honoraires et à prendre sur les bénéfices de la Société aux prélèvements ainsi réglés.

Pour l'année mil huit Cent Septante quatre
Six mille francs à Mr Molin
Quatre mille francs à Mr Morard
Trois mille cinq cents francs à Mr Poncet
Trois mille trois cents francs à Mr Clariot
Et pour les années suivantes:
Six mille francs à Mr Molin
Quatre mille francs à Mr Morard, Poncet & Clariot

Toutefois Mr Morard & Clariot devront prélever sur cette somme à partir du premier Janvier mil huit cent septante sept, chacun celle de Douze Cent francs pour les porter à leurs compte de fonds où elle produira à leur profit le même intérêt qu'au dit compte. Cette réserve sera facultative le jour où le chiffre de leurs mises de fonds aura atteint Vingt mille francs.

Art. 12. Si l'un des associés tombait malade et que par ce fait il vint à priver la Société de ses services pendant Six mois consécutifs, ses appointements seraient réduits de moitié pour les six autres mois qui suivront. Si cette maladie venait à durer une année, il n'aurait plus droit à aucun appointement et ses intérêts dans la Société seraient réglés comme il est dit à l'article Seize qui suit.

Art. 13. Les associés auront le droit d'avoir un compte courant libre dans la Société auquel ils pourront verser les sommes qu'ils jugeront convenable sans que cependant ces versements puissent excéder les besoins de la Société.

Ce compte courant libre produira un intérêt de Six pour cent l'an, payable tous les Six mois.

Le retrait des sommes de ce compte ne pourra dépasser Deux mille francs par mois et Cinq mille francs en prévenant deux mois d'avance, à moins d'accord contraire entre les associés.

Le tout pour éviter des embarras à la Société par des retraits trop brusques d'espèces.

Art. 14. Si un inventaire constatait une perte de Vingt mille francs, chacun des associés pourrait demander la dissolution de la Société. Dans ce cas il sera procédé à un inventaire et la licitation aura lieu entre les associés seulement à l'exclusion des étrangers. Cette licitation comprendra marchandises et débitens aux périls et risques des adjudicataires.

Dans le cas où pour une cause quelconque les adjudicataires ne pourraient pas payer leur prix comptant, ils seront tenus de fournir bonne et valable caution, autrement cette licitation serait recommencée au profit de celui qui paierait comptant, ou donnerait les garanties exigées. Les mêmes dispositions seront appliquées à l'expiration de la Société si les associés n'ont pas l'intention de la renouveler.

Art. 15. Quiconque des associés provoquerait sans raison et sans motifs la dissolution de la société serait passible d'une indemnité de Vingt cinq mille francs à payer à ses associés, laquelle serait retenue sur sa mise de fonds.

Art. 16. La mort de l'un ou de deux des associés ne dissoudra pas la Société qui continuera à subsister entre les autres parties et les héritiers du ou des prédécédés l'appointement de ces derniers seul serait supprimé et leurs comptes courants libres seront remboursés avec l'intérêt Six pour cent l'an, payable à chaque fraction mensuelle de deux mille francs calculés à compter du jour où ils auront été arrêtés.

En aucun cas aucun inventaire notarié ne sera fait ni aucune opposition de scellés.

Les héritiers du ou des prédécédés délégueront l'un d'eux ou un fondé de pouvoirs pour les représenter jusqu'à l'expiration de la Société. Si par suite de décès successifs, la Société n'était plus représentée que par un seul membre, il est bien entendu que les droits de tous les prédécédés seraient réglés d'après le dernier inventaire dressé le trente un décembre antérieur au décès du dernier décédé, par conséquent à la fin de la société il n'y aurait pas de licitation.

Quand au cas de décès de Mr Molin il est réglé particulièrement par l'article suivant qui doit seul faire la loi des parties en ce qui le concerne.

Art. 17. Dans le cas où Mr Molin viendrait à décéder dans le cours de la société, la Société ne serait pas dissoute et voici ce qui en résulterait. Son compte d'honoraires serait réglé jusqu'au jour de son décès, celui des bénéfices acquis au dernier inventaire intérêt compris, jusqu'à ce moment serait porté à son compte courant libre, l'intérêt de son compte courant libre et de son compte de fonds arrêté jusqu'au jour du décès. Sa mise de fonds resterait dans la société, jusqu'à son expiration, ses héritiers ne prendraient plus part aux bénéfices, seulement sa succession prélèverait annuellement une somme de Quatre mille francs, par douzième de mois en mois. Son compte courant libre pourra être exigé par ses héritiers et trimestriellement par fraction de Cinq mille francs augmenté des intérêts à chaque fraction à partir du jour du décès. Cependant les survivants auront le droit d'anticiper ce remboursement à leur convenance en prévenant un mois d'avance. Si les survivants jugeaient à propos de rembourser sa mise de fonds, ils auraient la faculté de le faire toujours en prévenant un mois d'avance, dans ce cas le prélèvement de Quatre mille francs serait réduit au prorata des remboursements effectués.

Art. 18 – L'article dont traitant le cas de maladie ne sera applicable à Mr Molin que pour sa participation aux bénéfices qui lui seront entièrement retirés à partir de la fin de l'année de la maladie. Ses bénéfices jusqu'à ce moment seront portés à son compte courant libre ; quant à ses honoraires il les conserverait. Enfin ses associés pourront s'ils en ont le désir invoquer contre lui la dissolution de la Société. Dans cette hypothèse sa mise de fonds au lieu de rester dans la société lui sera remboursée avec les intérêts à dater du jour de cette dissolution ou à ses héritiers en cas de décès dans l'intervalle par fraction de dix mille francs par mois et plus s'ils le peuvent avec intérêt à chaque fraction. Son prélèvement subira à partir de ce moment une réduction au prorata des remboursements ceci sans préjudice du compte courant libre dont les conditions de paiement ne seraient pas changées.

Art. 19. Aucun encaissement pour le compte de la nouvelle maison ne sera fait chez les débiteurs de la société Riche & Cie avant que cette société ait été entièrement désintéressée par ces débiteurs.

Art. 20 Aucun retour de marchandises de l'ancienne maison ne sera accepté par cette dernière ces retours seront pour le compte de la nouvelle société.

De même qu'aucun rabais ne pourra être fait au préjudice de Mrs Riche et Cie. Il importe d'adopter cette mesure afin d'éviter que Mrs Molin & Cie fassent aux correspondants des concessions au préjudice de Mr Riche & Cie.

Art. 21. Les impositions de Mr Molin figurant sur sa feuille particulière au titre de contributions des patentes comme étant seul en nom dans la nouvelle société, seront à la charge de la maison.

Art. 22. Le présent acte deviendra nul si Mr Molin venait à décéder avant le deux Janvier mil huit cent soixante quatre.

Ainsi convenu fait et signé en autant de doubles que de parties
Lyon le dix Octobre mil huit cent soixante trois.

J'approuve l'écriture ci-dessus
Molin

P. Clariot

J'approuve l'écriture ci-dessus
A. Morard

J'approuve l'écriture ci-dessus
Poncet

140
20
168

Enregistré à Lyon le quatre Novembre 1873
folio 40 v° Reçu cent quarante francs
Décimes vingt francs
[illegible]

Le Contrôleur

Mr Molin
168

93

5 NOVBRE 1873

TIMBRE
FRANCS
1 80
DE DIMENSION

Acte de Société.

Entre les soussignés :

Mr. Pierre Désiré Joseph Schmidt

Mr. Marie Amédée Charrin, Propriétaire Rentier

Mr. Hector Auguste Sylvain Revol, Négociant

Mr.

Copie certif

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

La présente convention a pour objet de régler, entre les soussignés, les conditions de l'exploitation sociale de l'office d'agent de change près la Bourse de Lyon dont Mr. Désiré Schmidt postule le titre comme successeur de Mr. Poggi.

Article 2.

M. Désiré Schmidt sera titulaire et, à ce titre, seul gérant responsable ; les autres associés seront simples bailleurs de fonds intéressés, conformément à la loi du 2 juillet 1862.

Article 3.

La présente convention est faite pour six années qui commenceront le six Novembre courant et finiront le six Novembre mil huit cent soixante dix neuf

Article 4.

Chacun a concouru, dans les proportions suivantes, à la formation du fonds social :

M. Désiré Schmidt	pour	50000 -
M. Amédée Charrin	"	100000 -
M. Hector Revol	"	150000 -
M.		
M.		

Article 5.

Le fonds social se compose ainsi qu'il suit :

1° de la valeur de l'office ;	100000
2° du cautionnement à l'Etat ;	40000
3° du compte-courant à la Caisse syndicale ;	60000
4° du fonds de roulement ;	100000
Total	300000 -

Article 6.

En conséquence des articles qui précèdent, la charge, quant à sa valeur réalisable en argent, ainsi que les sommes ci-dessus indiquées, appartiennent à chacun des associés dans la proportion de son apport.

Les bénéfices ainsi que les pertes seront répartis, entre les associés, dans la proportion suivante, savoir :

M. Désiré Schmidt	16.67 %
M. Amédée Charrin	33.33 %
M. Hector Revol	50 - %
M.	

Toutefois M. Désiré Schmidt en sa qualité de titulaire, aura droit :

1° à 3600 f par semestre, à titre de compte de levées ;
2° à Dix o/o sur les bénéfices nets, le tout dans rapport d'un inventaire semestriel à l'autre.

Article 7.

Sont considérés comme frais généraux et payés avant toute répartition ; les intérêts des capitaux engagés dans l'Office, le compte de levées du titulaire, les appointements des employés, loyer, patente, impositions, fournitures de bureau de toute nature, enfin toutes les charges imprévues résultant de l'exploitation de l'Office d'Agent de change.

Article 8.

Il sera prélevé à chaque inventaire Trente trois o/o pour en former un fonds de réserve, jusqu'à ce que ce fonds ait atteint la somme de Cent Mille Francs

Article 9.

~~Le partage des bénéfices nets, déduction faite du prélèvement de consenti en faveur du titulaire, se fera à chaque inventaire et chacun des associés y prendra part, d'après les bases fixées dans le présent traité.~~

Article 10.

~~Les écritures seront tenues en partie double, conformément à la loi. Elles devront être constamment à jour.~~

~~Un inventaire général se fera à la fin de chaque semestre.~~

~~Cet inventaire sera approuvé et signé par chaque associé dans un délai de quinze jours ; faute par eux de l'avoir approuvé ou contesté dans un délai d'un mois, il sera réputé admis. Cette clause est de rigueur.~~

Article 9.

Le partage du surplus des bénéfices nets, déduction faite de tous les frais généraux et prélèvements ci dessus déterminés et des frais ordinaires et extraordinaires nécessités par les présentes conventions, sera fait par le titulaire tous les six mois, au prorata de l'apport, à chaque intéressé et sans qu'il y ait besoin de dresser aucun compte à cet effet.

Article N. 10

Si le fonds de roulement fixé à Cent Mille francs venait à être réduit à Cinquante Mille Francs le titulaire pourra demander la dissolution de la société, et cette dissolution sera prononcée immédiatement par la Chambre syndicale, à moins que les associés ne s'engagent, chacun au prorata de son intérêt, à porter le fonds de roulement à Cent Mille Francs dans le mois qui suivra le jour où cette diminution aura été constatée. Dans ce cas, le titulaire ne pourra se refuser à fournir sa quote part de versement.

Article N. 11

Si le cautionnement des Offices d'Agent de change venait à être augmenté, les associés s'obligent à verser, au prorata de leur intérêt, la somme nécessaire pour porter le cautionnement du titulaire au chiffre qui serait déterminé.

Il en serait de même si, par décision de la Chambre syndicale, le compte-courant à la Caisse syndicale était porté à un chiffre plus élevé.

Article N. 12

Toutes les opérations faites par le titulaire, seul gérant, ainsi que les erreurs de tout genre et les accidents de force majeure, qui peuvent résulter des dites opérations, concernent et obligent tous les associés.

MM. Amédée Charrin et Hector Revol déclarent notamment ici qu'ils connaissent toute la responsabilité qui peut peser sur l'agent de change à l'occasion de la certification des transferts de rentes et de la transmission de divers effets négociables. Ils se reconnaissent dès à présent responsables, dans la limite de l'importance de leur apport de fonds, des recours qui pourraient être exercés contre le titulaire, à raison de fausses signatures qu'il aurait certifiées ou à raison de la prétendue incapacité des transférants, ou de la non-individualité des vendeurs, responsabilité qu'ils acceptent avec toutes les conséquences et pour tout le temps prescrit par la loi.

A l'expiration de la présente société, toutes garanties relativement à cette même responsabilité devront être fournies au titulaire par les autres associés qui, en cas de désaccord, seront tenus de s'en rapporter à la décision de la Chambre syndicale alors en exercice.

Article N. 13

Les soussignés déclarent avoir pris connaissance des réglements qui régissent la Compagnie ainsi que de ses statuts, et s'engagent à s'y conformer, chacun en ce qui le concerne.

Article N. 14

Tous les associés déclarent qu'aucun d'eux n'a d'associé particulier. Ils s'interdisent de contracter de nouveaux engagements aux mêmes fins, soit entre eux, soit avec toute autre personne; de faire aucune cession de tout ou partie de leur intérêt, ni même de faire aucune modification au présent traité sans avoir, au préalable, obtenu l'agrément de la Chambre syndicale.

Article N. 15

A l'expiration du présent traité, s'il n'était pas renouvelé d'un commun accord, le titulaire aura la faculté de conserver sa charge au prix de l'estimation qui en sera faite par le Syndicat des agents de change en exercice. En cas de refus de la part du titulaire, et si aucun des bailleurs de fonds ne veut acquérir la charge au prix de l'estimation, elle sera vendue pour le compte de la société par la Chambre syndicale. La liquidation des affaires de la société sera faite par celui des associés qui conservera la charge, ou, en cas

de vente à un étranger, par le précédent titulaire.

Article ~~17~~ 16

En cas de décès de l'un des associés bailleurs de fonds, avant l'expiration de la présente société, les droits des héritiers, représentants ou ayant-cause seront fixés par le dernier inventaire et jusqu'à la liquidation qui terminera toutes les opérations engagées depuis ce dit inventaire au jour du décès.

Le titulaire, soit seul, soit conjointement avec un ou plusieurs des associés survivants, aura droit de conserver la part de charge appartenant à l'associé décédé, au prix de l'estimation qui en sera faite par la Chambre syndicale, et ce n'est que sur son refus que les héritiers, représentants ou ayant-cause, pourront traiter avec un tiers, qui devra être agréé par la Chambre syndicale.

Les héritiers ou ayant-cause seront tenus de s'en rapporter aux livres et registres produits par le titulaire, et ils ne pourront, pour quelque raison que ce soit, requérir l'apposition de scellés ni faire d'inventaire juridique, ni rien en un mot qui puisse entraver la marche des affaires.

Le titulaire aura un délai de six mois pour le remboursement des sommes qui leur reviendraient, sans être tenu de leur fournir caution. Mais il reste convenu entre toutes les parties que Mr Maurice Charrin fils d'un des associés, aura à ce moment la faculté de prendre le lieu et place de son père

Article ~~18~~. 17

S'il s'élevait entre les parties, leurs héritiers ou représentants, quelques difficultés au sujet du présent traité, les parties, pour elles, leurs héritiers ou ayant-cause, renoncent expressément à pouvoir en saisir les tribunaux et conviennent de s'en rapporter, pour tous leurs différents, de quelque nature qu'ils soient, en tant qu'ils se rattachent à la profession d'agent de change et à l'exécution des présentes conventions, à la décision arbitrale et souveraine du syndicat des Agents de change près la Bourse de Lyon, lequel jugera comme amiable compositeur, sans être tenu à aucune forme judiciaire. Toutes décisions provisoires, préparatoires ou définitives rendues par le syndicat, seront irrévocables et non sujettes à appel, recours en cassation, requêtes civiles ni pourvoi quelconque : Condition essentielle et de rigueur.

Article ~~19~~ 18

Le présent acte, suivant décret en date du 1er octobre 1862, sera régulièrement enregistré et publié par extrait, conformément aux dispositions des articles 42 et suivants du code de commerce et de la loi du 2 juillet 1862.

Fait en six originaux, dont un pour être déposé à la Chambre syndicale.

A Lyon, le 15 Octobre 1873.

Désiré Schmidt — Charrin — Sfer Revol

300
60
360

Enregistré à Lyon le Quatre Novembre 1873 folio 307 Reçu trois cents francs, décimes trente francs.

Alle

Nota. Un original du présent acte enregistré, doit, dans le délai d'un mois, être remis au greffe du Tribunal de commerce, et un extrait dudit acte doit être inséré, dans le délai d'un mois, dans l'un des journaux désignés pour les publications légales.

21

4

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de commerce de Lyon département du Rhône

Déposé le 6 novembre 1873

TIMBRE 2/10 EN SUS 1F. 50c.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON GREFFE

faillite unique

Copie

D'un jugement rendu par le Tribunal de commerce de Lyon le trente un octobre mil huit cent soixante treize

Entre les sieurs Dode expert tenueur de livres syndic de la faillite du sieur Cronel père

D'une part

et le sieur C Cronel ancien négociant demeurant

N Dode

à Lyon rue St Matthieu

d'autre part

Il a été exposé

littéralement ce qui suit

" Le Tribunal

Statuant contradictoire

ment et en premier ressort

Déclare prononce

que la faillite du sieur

Comte Cronel père, ou

verte provisoirement par

jugement du dix neuf

septembre dernier

est reportée et

définitivement fixée au

sept février mil huit cent

soixante treize pour de la

cessation des paiements

condamne le

dit sieur Cronel en tous

les dépens, que le syndic

aura en frais privilégiés

de syndicat

Enregistré à Lyon

le cinq novembre mil

huit cent soixante trois folio

174 case cent neuf

francs - Signé Gust

Extrait

Transcrit

Il sera pour droits

un franc quatre vingts c

au greffier soixante

centimes

Lyon le Cinq

Novembre 1873 / 1874

Vu

19 août 1873.

6 NOVBRE 4e 73 Ch.bre

TIMBRE 2/10 EN SUS 1F. 50c.

2 Rôles

Extrait des minutes du Greffe de la Cour d'appel de Lyon.

Brossy

Syndic Brossy.

Copie certifiée

Audience publique de la quatrième chambre de la Cour d'appel de Lyon jugeant civilement du mardi dix-neuf août mil huit cent soixante-treize.

Entre : 1° Emile Brossy, actuellement employé à la trésorerie générale du département du Rhône, demeurant à Lyon, chemin de la Favorite, numéro quarante-huit ; 2° Louise Nié veuve Longefay,

//

Me Broquière.

Me E. BROQUIÈRE
AVOUÉ A LA COUR
RUE PALEMIER 4 LYON

Enregt de la Mat.
Enregt et droits de Rapport
Rôles
Timbre de la Minute
Droits de greffe
Droits de greffe

herboriste, demeurant à Lyon, rue Grolée, numéro cinquante sept appelant par Me Broquère, avoué, d'un jugement du tribunal de commerce de Lyon du treize octobre mil huit cent soixante-onze, d'une part;

Et 1° J. F. X. Nostache, ancien arbitre de commerce, demeurant à Lyon, rue Saint-Pierre numéro vingt-six & actuellement chef de comptabilité au Crédit Lyonnais, pris en qualité de syndic définitif de la faillite du sieur Emile Brossy & de la dame Veuve Longefay qui étaient fabricants de pâtes alimentaires à Lyon; 2° Benoit Dalmais, ancien négociant, demeurant à Lyon, rue de la Pyramide, numéro huit, commissaire au concordat

//

Brossy & Longefay, intimés comparants par Me Ducreux, avoué, d'autre part.

Il a été rendu l'arrêt dont suit le dispositif:

La Cour dit qu'il a été bien & avec griefs appelé du jugement du douze octobre mil huit cent soixante-onze au chef qui n'a pas statué sur l'admission des faillis au bénéfice de la loi du vingt-deux avril mil huit cent soixante-onze; — Dit que le jugement sera modifié sur ce point, qu'en conséquence les appelants sont relevés des incapacités & qualifications attachées à l'état de failli.

Les autorise à afficher & publier le présent arrêt ainsi qu'ils le jugeront convenable;

//

Condamne les appelants aux dépens de leur appel sommairement liquidés à _____ Et sera l'amende restituée.

Signé à la minute : L. Baudrier, Président & Henry greffier.

Enregistré à Lyon, le vingt-cinq août mil huit cent soixante-treize, folio 179, case reçu dix-huit francs.

Signé : Baudot.

Pour extrait conforme :

Le Greffier en chef

Vaisyaud

Enreg.t à Lyon le vingt neuf octobre 1873 F.° 81 C.° 1.ère
Reçu quatre francs vingt C.s

Enregt. — 4.20
papier — 1.80
Cotes — 1.80
6.80

COUR D'APPEL DE LYON

2 R

TIMBRE 2/10 EN SUS 1F. 50C.

TRIBUNAL DE COMMERCE LYON

Déposé le 7 9bre 1873

6

Extrait des minutes du greffe du tribunal de commerce de Lyon département du Rhône

Du jugement rendu par le tribunal de commerce de Lyon le trente un octobre mil huit cent soixante treize

Contre

Le sieur Julien Soudier, marchand de fromages demeurant à Lyon rue Hippolyte Flandrin numéro vingt deux

Il a été extrait

Copie certifiée

A Collard

littéralement ce qui suit

Le Tribunal

jugeant en premier ressort

Dit et prononce

que le sieur Julien Soudée

ci-dessus qualifié et domicilié

est déclaré en

état de faillite, et fixe

l'époque de l'ouverture à la

date de ce jour provisoire

ment.

Nomme Monsieur Favre

membre de ce Tribunal juge

commissaire

et Monsieur

Jules Dollard, arbitre de

commerce demeurant à Lyon

rue de la bourse numéro

cinquante trois

Syndic provisoire

ordonne &c.

Enregistré à Lyon le

Dix novembre mil

huit ~~cent~~ soixante treize folio

199 case 9 reçu

Reçu cinquante centimes

Greffier soixante centimes

Lyon le 10 novembre

1873 folio 199 Case 2

Reçu cinquante centimes

Reçu pour deux pages

un franc quatre

vingts centimes aux

Greffes soixante centimes

Lyon le 10 novembre

1873 folio 199 Case 2

28

TIMBRE 2/10 EN SUS 1F. 50c.

Déposé le 7 novembre 1873

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de commerce de Lyon département du Rhône

Jugement

D'un jugement rendu par le Tribunal de commerce de Lyon le trente un octobre mil huit cent soixante treize

Contre

le sieur Frédéric Vieux, mécanicien demeurant à Lyon, cote St Sebastien numéro douze

Il a été extrait Littéralement ce qui suit =

Copie certifiée

M Dode

Le Tribunal

Jugeant en Premier ressort

Disons prononcé

que le sieur Frederic Vieux

ci dessus qualifié a domicile

est Declaré en état

de faillite et fixe l'époque

de son ouverture à la date

de ce jour provisoirement

Commettons

le sieur Heguin membre de

ce tribunal juge com-

missaire

et Monsieur Dode

arbitre de commerce demeu-

rant à Lyon rue ste catherine

numéro Treize. Syndic

provisoire

ordonne &c

Enregistré à Lyon

le Dix Novembre mil

huit cent ~~soixante~~ soixante treize folio 73

case 1 reçu Francs

Francs

Signé

Enregistré

Timbre

Timbre

Timbre

20

Timbre 2/10 EN SUS 1F. 50c.

Déposé le 7 9bre 1873

Extrait des minutes du greffe du tribunal de commerce de Lyon département du Rhône

Dun jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Lyon le trente un octobre mil huit cent soixante treize

contre

le sieur Dorgue, marchand de chaussures demeurant à Lyon rue Tronchet, numéro quarante neuf.

Il a été extrait

Feuille unique

Copie certif

M. Grégard

littéralement ce qui suit

Le Tribunal

vu ladite Premier ressort

Déclare prononce

que le sieur Dosque, mar

chand de chaussures à Lyon

rue Tronchet numéro Qua

rante neuf.

est déclaré en état

de faillite, et fixe l'époque

de son ouverture à la date

de ce jour provisoirement

Commet Mon

sieur Jacquand, membre

de ce tribunal juge Com

missaire et Monsieur

Grizard Delarque arbitre

de Commerce demeurant

à Lyon rue Petit Gallot

numéro quinze, Syndic

provisoire

ordonne &c &c

Enregistré à Lyon le

Six novembre mil huit

cent soixante treize folio

case reçu

Reçu pour Dangrolin

un franc quatre vingts

centimes ainsi reçu

soixante

Lyon le 6 in

novembre 1873 folio 193 case 3

Collin

2 R

TIMBRE 2/10 EN SUS 1F. 50C.

TRIBUNAL DE COMMERCE GREFFE DE LYON

Déposé le 7 11 1923

Feuille unique

Copie certifiée

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de commerce de Lyon département du Rhône

D'un jugement rendu par le Tribunal de commerce de Lyon le quatre novembre mil neuf cent soixante treize,

Contre

Le sieur Jean Baptiste Ollety qui tenait un établissement de bains à Lyon, montée Rey numéro cinq.

Il a été extrait

M. Grugard

littéralement ce qui suit :

Le Tribunal

Jugeant en premier ressort

Dit que la liquidation judiciaire du commerce et des biens du sieur Jean Baptiste Desuty,

est rouverte à partir de ce jour,

qu'en conséquence le jugement de clôture du vingt quatre mai mil huit cent soixante douze est rapporté

Nomme monsieur Casati membre de ce tribunal Juge commissaire de cette liquidation

et M. Grizard Delarue, greffier en chef de

livrés à Lyon, rue Puits Gaillot numéro quinze, syndic définitif pour reprendre et continuer les opérations de cette liquidation conformément à la loi du vingt deux avril mil huit cent soixante onze.

Enregistré à Lyon le dix novembre mil huit cent soixante treize folio

Reçu

Lyon

Enregistré deux rôles un pour quatre-vingts centimes et le reçu soixante centimes

Lyon les mêmes jour mois et an 1873 Julio 193 cas 8

Octobre 1873.

CHARDELLET NOTAIRE A LYON

N° 8341

7 NOVEMBRE 1873

TIMBRE 2/10 EN SUS cen. 50

Entre les Soussignés:

Mr Felix-François-Léon Regnier fab.t d'étoffes de soie à Lyon rue de la Caserne à St Irénée d'une part,

Et Mr Antoine Bosson aussi fab.t d'étoffes de soie à Lyon rue de l'Hôtel-de-Ville N° 33, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit:

La société en noms collectifs qui existait entre les soussignés à Lyon rue du Griffon N° 12, sous la raison sociale Regnier et Bosson, pour la fabrication et la vente des étoffes de soies façonnées, aux terme d'un acte sous seings privés en date à Lyon du douze octobre Mil huit cent soixante cinq, ~~et quinze septembre Mil huit cent soixante, onze~~, enregistré, déposé et publié conformément à la loi,

La dite société qui devait prendre fin le trente septembre mil huit cent soixante onze et qui a continué de fait jusqu'à ce jour est et demeure dissoute d'un commun accord à partir du trente septembre mil huit cent soixante treize.

La liquidation en sera faite par Mr Bosson, auquel les pouvoirs les plus étendus sont conférés à cet effet, et qui continue dans le même local le même genre d'affaires.

huit mots y'ès nuls

Fait à Lyon le trente Octobre mil huit cent soixante treize en quatre exemplaires, un pour chacune des parties, un pour être déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Lyon et un pour être déposé au greffe de la Justice de Paix du troisième Canton.

J'approuve Regnier

J'approuve Bosson

JULES ROLLAND R. de la Bourse 53 LYON

19

10

Copie - conf.

Collard

Mery

Copie

Bapis

l'assemblée

nstitué

membres.

les gérants:

71 voix

72 voix

76 voix

69 voix

62 voix

37 voix

31 voix

31 voix

37 voix

levée à

L. Vasserat.

P. Romand

Leau

7.50
1.50
9

Enregistré à Lyon le Quatre Novembre 1873 f 9 r c dix neuf francs cinquante centimes. f.

Reçu cinquante centimes deux francs cinquante centimes. f.

M. Vollard
9 f

Octobre 1873.

CHARBONNIER NOTAIRE A LYON

N° 8341

7 NOVEMBRE 1873

TIMBRE 2/10 EN SUS cen 50.

Entre les Soussignés :

1° Monsieur Frédéric Vogel, Négociant demeurant à Paris 15 Boulevard Poissonnière

2° Monsieur Louis Joseph Ferdinand Henry Négociant, demeurant à Paris 37 rue de Chateau dun

3° Monsieur Hermann Appold, Négociant demeurant à Lyon, 19 Cours Morand

a été convenu ce qui suit :

La Société formée entre les susnommés sous la raison sociale F. Vogel & Cie par acte sous seing privé en date du 7 Décembre 1871 est et demeure dissoute d'un commun accord à partir de ce jour en ce qui concerne Monsieur F. Henry, elle continue jusqu'à son terme entre les deux autres associés.

Dont acte fait en six exemplaires dont quatre pour les publications, à Paris le trente & un Octobre Mil huit cent soixante treize

Approuvé l'écriture ci-dessus

F. Vogel

Approuvé l'écriture ci-dessus

F. Henry

Approuvé ~~l'écriture ci-dessus~~

H. Appold

Copie certifiée

Enregistré six fois Lyon le sept Novembre 1873 f 35 Reçu dix francs trente cinq centimes

Page 10

11

bapis

l'assemblée

nstaté

membres.

les gérants:

71 voix

16, 72 Voix

76 Voix

69 Voix

f. 62 Voix

37 Voix

31 Voix

31 Voix

31 Voix

t levée à

L. Vasserat.

P. Romand

1er Scan

Octobre 1873

CHABOLLAT NOTAIRE A LYON

N° 8341

7 NOVBRE 1873

Société generale des ouvriers maçons de lyon
annonyme et à capital variable
Siege social rue grolée 55

Extrait du procesverbal de l'assemblée generale
du trente et un aoust mille huit cent soixante treize.

La séance est ouverte à 2 heures 20 minutes.

L'on nomme le bureau qui est ainsi composé

M. Gaillard jacques rue 5e Gorge 26 Président
M. Pradel joseph avenue de noailles 37 secretaire
M. Batime jeune rue bouteille 22 acesseur
M. Marsalon rue grolée 45 idem

Apres la lecture du procesverbal de la derniere assemblée generale lequel est adopté, La commission nommée à la derniere assemblée rend compte de la mission qui lui etait confiée pour s'entendre avec les creanciers poursuivants. Elle annonce aux actionnaires qu'il n'y a plus rien à faire, que la liquidation est indispensable et que l'on est contraint de la faire amiable ou forcée, apres quelques explications l'assemblée delibere à l'unanimité des 25 membres presents que la liquidation se passe amiablement.

Sur la proposition de MM Gaillard Pradel et Laffleur, il est nommé une commission à laquelle l'assemblée donne les pouvoirs les plus etendus pour faire la liquidation sont nommés membres de cette commission

MM Gaillard, Pradel, Laffleur, Batime jeune et Marsalon

Les susnommés acceptent les fonctions de liquidateurs la dissolution de la société est prononcée. Pour le bureau le secretaire

Lyon le Douze octobre 1873 Pradel joseph

bupis

l'assemblée

nstaté

membres.

les gérants:

71 voix
72 voix
76 voix
69 voix
62 voix
57 voix
51 voix
51 voix
37 voix

levée à

L. Vasserat.
P. Romand
Le Beau

Octobre 1873.

Copie certifiée

Extrait d'une délibération de la Société alimentaire des tapis sous la raison sociale Allios, Bruchet & Cie.

CHARDENET NOTAIRE A LYON

TIMBRE 2/10 ENSIS 1F 50c

7 NOVBRE 1873

N° 8341

Société alimentaire des tapis
rue Serrod. 11.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 26 octobre 1873.

Les feuilles de présence ont constaté 168 présents.

Ont pris part aux votes 102 membres.

Le résultat du vote a donné pour les gérants:

A. V. Allios, rue Jacquard, 20. — 71 voix

M. Bruchet, antoine, rue Duviard 10, 72 voix

Pour le Conseil de Surveillance:

M. Sabionne, place des tapis, 1. 76 voix

M. Riel, Paul, Boulevart. 122 69 voix

M. Seillon, guillaume, tisseur, rue de Villeneuve, 7. 62 voix

M. Rey-Cannard, Jules, rue C. J. Bonnet. 6. 37 voix

M. Brun, petite rue de Cuire. 7. 51 voix

M. Muzi, Boulevard X rousse, 137. 51 voix

M. Astreou, tisseur, rue des tapis 3. 51 voix

Après le dépouillement, la séance est levée à 1 heure 1/2.

Le président de l'assemblée, signé L. Vasserat.

Le Secrétaire de l'assemblée, signé P. Romand

"N" 19 Enregistré à Lyon, 1er bureau "

11 NOVBRE 1873

10 NOVBRE 1873

TIMBRE 2/10 EN SUS cen. 50.

Entre :

1° M. R. Lourdillon père, d'une part

2° et M. L. Lourdillon fils, d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Art 1er Il est formé par ces présentes entre les soussignés une société en nom collectif ayant pour objet l'exploitation d'un commerce de verreries et bonbonnes, laquelle société existait déjà de fait depuis longtemps entre les parties ;

Art 2. Cette société existera sous la raison sociale R. Lourdillon et fils ;

Art. 3. Le siège de la société est fixé à Lyon rue Raisin 18 ;

Art. 4. La durée de la société est fixée à deux années à partir de ce jour ;

Art. 5. La signature sociale appartiendra à chacun des associés. Ils pourront en faire usage ensemble ou séparément mais ils ne pourront l'employer que pour les affaires de la société ;

Art. 6. M. R. Lourdillon père apporte à la société :

1° le fonds de commerce acquis de la société Larion et Lourdillon suivant acte reçu Me Farin, notaire le vingt six octobre mil huit cent soixante et douze, évalué avec les marchandises qui s'y trouvent valeur à onze cents francs, ci 1100

2° les marchandises se trouvant actuellement en magasin évaluées à sept mille francs, ci . . . 7000

soit une valeur de huit mille cent francs, ci 8100

Art. 7. M. L. Lourdillon fils apporte les connaissances personnelles et la clientèle qu'il possède dans cette industrie;

Art. 8. M. L. Lourdillon fils s'occupera de tenir les écritures;

La caisse sera confiée à M. R. Lourdillon père

Art. 9. M. R. Lourdillon père prélèvera mensuellement une somme de trois cent cinquante francs pour ses besoins personnels, comme compte de levée;

Art. 10. De son côté M. L. Lourdillon fils prélèvera somme de cinquante francs seulement nécessaire pour ses menus besoins, attendu qu'il vit avec son père et que son entretien est à la charge de ce dernier;

Art. 11. Il sera fait chaque année un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Les bénéfices qui en résulteront seront répartis par moitié entre chaque associé après déduction d'un intérêt à six pour cent du capital engagé.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées dans les mêmes proportions.

Ainsi fait et signé double à Lyon le quinze octobre mil huit cent soixante treize

J'approuve
L. Lourdillon

J'approuve
Lourdillon

Enregistré gratis double à Lyon le huit novembre 1873
folio 26 R° case 2 a b Reçu deux francs décime deux francs
Allix

---

11 NOVEMBRE 1873

TIMBRE 2/10 ENSUS 1F. 50c

C. VACHEZ Notaire à LYON

Parderant

Me Claude Vachez & son collègue notaires à Lyon soussignés

Comparaissent

1° Madame Emilie Catherine François Corret veuve de M. Louis Antoine Théophile Caraze commerçante demeurant à Lyon, rue de Lyon 10 D'une part

2° Mad. Henriette Malissard, veuve de M. Benoît Ramson, commerçante demeurant à Lyon, Quai de Retz n° 15 D'autre part

Lesquelles en vue de l'acte modificatif objet des présentes exposent ce qui suit.

Aux termes d'un acte passé devant Me Claude Vachez l'un des notaires soussignés & un de ses collègues le Vingt Six Août dernier

Le dit acte publié conformément à la loi, ainsi qu'il résulte

1° Du dépôt d'une expédition fait à chacun des Greffes du Tribunal de Commerce & de la justice de paix du deuxième canton de Lyon, le dix Septembre de cette année

2° De l'insertion faite dans le Journal Le Moniteur Judiciaire de Lyon feuille n° 107 du jeudi dix huit Septembre même mois

Un exemplaire du dit jour portant cette mention

Enregistré à Lyon le vingt deux Septembre 1875 f° 23 R° C 8; reçu trois francs décimes soixante centimes

Signé: Cardot.

Il a été formé entre les dames comparantes une Société commerciale en noms collectifs pour le commerce des comestibles en tout genres – Siège social à Lyon

Particle 2 (Deux) est ainsi conçu

La Raison Sociale sera Veuve Carabe Veuve Rampon

C'est cet article que les dames comparantes se proposent de modifier, & qu'elles modifient en ces termes

L'article 2 du pacte social, ci-dessus transcrit est annulé pour être remplacé par l'article suivant

« Article 2 – La Raison Sociale sera Veuve « Rampon et Compagnie »

Il n'est apporté aucune autre modification à l'acte de Société du vingt six août dernier dont toutes les clauses & stipulations sont au contraire expressément maintenues.

Formalités

Le présent acte modificatif sera publié de conformité aux prescriptions de la Loi

Dont acte

Fait & passé à Lyon domicile sus désigné de Madame Carabe

L'an mil huit cent soixante treize

Et le six Novembre

Et après lecture faite Mesdames les comparantes signent avec les notaires

Suivent les signatures

Enregistré à Lyon le Sept Novembre 1873 f° 144 R° C. 4; reçu trois francs décimes soixante centimes.

Signé: Cardot

Expédition pour publications

Sacher

C. VACHEZ – NOTAIRE À LYON – COUR D'APPEL – (RHONE)

Expédition en deux rôles sans renvoi ni rature

Sacher

2 A

12 NOVEMBRE 1883

12 NOVEMBRE 1883

TIMBRE 2/10 ENSUS cen 50

455

Les soussignés : Mathias Ferdinand Brunel demeurant à Lyon place des Jacobins.

Jean François Auguste Gravier, demeurant en la même ville rue Jean de Tournes 6 et Jean Baptiste Robin, dit Longvillenave demeurant à Lyon cours de Brotte 14

Convenant ce qui suit :

La société en nom collectif, sous la raison sociale Gravier & Cie constituée entre les soussignés en vertu d'acte passé devant Me Delage Dumoulin notaire à Ste Foy la grande (Gironde) le treize janvier dernier, ayant pour objet l'exploitation d'un système créé de boîtes d'allumettes à réclames dites boîtes Raimond, dont le siège est à Lyon Rue de l'hôtel de ville 101 et qui devait prendre fin le dix Août 1887. est et demeure dissout d'un commun accord à dater d'aujourd'hui.

En conséquence chaque associé s'interdit expressément de faire à l'avenir aucune opération, ni de prendre aucun engagement pour le compte de cette société, sous les peines de droit.

L'actif et le passif de cette société seront liquidés par un fondé de pouvoir dont les soussignés ont fait choix en la personne de Monsieur Petit Jean Eu du Gazet à Lyon Il est toutefois convenu que les outils servant à la fabrication des boîtes seront attribués à Monsieur Gravier, qui a manifesté l'intention de continuer l'exploitation pour son compte personnel, et ce pour une estimation des maintenant fixée à Cinquante francs. _____

Extrait
minutes
reffe du
une de
rence de
departe
du
rône
ement
nal
on le
embre
treize
Léon
de
e st
trois
extrait
lettre et renvoi ce qu'il est =

Fait quintuple à Lyon le Dix novembre mille huit cent soixante treize

Gravier

J'approuve

G. Villeneuve

J'approuve

H. Brunel

Enregistré par Daplan à Lyon le Onze Novembre 1873 F 56 Reçu cinquante neuf francs par centimes deux francs par vingt six centimes appartenant au trésor ci dessus

Alatte

Alatte

40 80 / 96 / 124 / 48

120 / 12 / 12 / 144

2.R

12 NOVBRE 1873

TIMBRE 2/10 EN SUS cen 50

L. PIGNAUD AVOUÉ SUCC^R DE M. TROUVÉ LYON

Entre les soussignés,

Louis Beziat père, négociant, demeurant à Lyon, rue Pareille, 3, d'une part

Et Louis Beziat fils, négociant, demeurant à Lyon, rue Pareille, 3, d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

— Article 1er —

La société en nom collectif qui existait de fait entre les susnommés sous la raison sociale L. Beziat fils et Cie, avec siège à Lyon, rue Pareille, 3, pour la fabrication des marteaux à moulins, est et demeure dissoute d'un commun accord à compter d'aujourd'hui

— Article 2ème —

La liquidation de la dite société appartiendra à M. Beziat père qui reste seul propriétaire du fonds et de l'actif social

Fait et signé quadruple à Lyon, le 23 Octobre 1873

J'approuve Louis Beziat

J'approuve L. Beziat fils

Enregistré par Daplan à Lyon le Douze Novembre 1873 F 25 Reçu vingt cinq francs deux francs dix centimes

Alatte

Extrait
minutes
reffe du
une de
reuve de
departe
du
trône
ement
nal
on le
embre
treize
Léon
de
est
trois
= extrait

M Rollan

littéralement ce qu'en suit =

2 A

TIMBRE 2/10 EN SUS 1F 50c

Déposé le 12 9bre 1872

Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de commerce de Lyon département du Rhône

feuille unique

Dieu Jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Lyon le vendredi dept novembre mil huit cent soixante treize

Contre

Le sieur Léon Cabn négociant demeurant à Lyon rue St Joseph numéro trente trois

Il a été extrait littéralement ce qui suit =

Copie certif

M Rolland

M Rapneau
9 pl

Le Tribunal
jugeant en dernier ressort
Dit et prononce
que le sieur Léon Cabn
ci dessus dénommé et
qualifié est déclaré en
état de faillite et fixe
l'époque de l'ouverture
à la date de ce jour pro-
visoirement.

Nomme Monsieur
Paule membre de ce tri-
bunal juge commissaire
et Monsieur Rolland
arbitre de commerce de
meurant à Lyon rue de
la bourse numéro cin
quante trois, syndic
provisoire.

ordonne &c.

Enregistré à Lyon
le Onze Novembre mil
huit cent soixante treize folio
14 case cinq reçu vingt
[illegible]

Pour Gall

Pour expédition délivrée
un parangraphe autorisé
[illegible]
Lyon le vingt neuf octobre
1874 folio 14 case 2
[illegible]

[illegible]

21

TIMBRE 2/10 EN SUS 1F. 50c

Déposé le 12 9bre 1873

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de commerce de Lyon département du Rhône

D'un jugement rendu par le Tribunal de commerce de Lyon le six novembre mil huit cent soixante treize

Contre

Le sieur

Pansu, ferblantier demeurant à Lyon, rue Lainerie numéro neuf

Il a été extrait littéralement ce qui suit -

Copie conf.

Darjou

Le Tribunal
jugeant en dernier ressort
Dit et prononce
que la sieur Pantu-
ferblantier à Lyon, rue
Lanerie numéro neuf
est declaré en
état de faillite et fixe
l'époque de l'ouverture
à la date de ce jour pro-
visoirement
Nomme monsieur
Paule membre de ce Tri-
bunal juge commissaire
et monsieur Dargère, ar-
bitre de Commerce demeu-
rant à Lyon place des corde-
liers numéro douze syndic
provisoire,
ordonne &c.

Enregistré à
Lyon le Onze Novembre
mil huit cent soixante treize
folio 44 case 3. reçu [illegible]

[illegible]

Pour copie deux roles
un franc quatre vingts
centimes au greffier
soixante centimes
Lyon le onze novembre
1873 folio 16 case 3
[illegible]

[illegible]

greff

Enregt de la Mat.
Cases ... du bord. Rep.
Notes
Timbre de la Mat.
Droits Rep.
Droits de greffe

21

TIMBRE 2/10 CENTIMES 1f 50c

TRIBUNAL DE COMMERCE

Déposé le
12 9bre 1873

feuilles

Copie
Coût

Extrait
des minutes
du greffe du
Tribunal de
commerce de
Lyon département
du
Rhône

D'un jugement
rendu par le Tribunal de
commerce de Lyon le
vendredi sept novembre
mil huit cent soixante treize

Contre
le sieur Pierre
Schaal, négociant en
passementeries, demeurant
à Lyon rue centrale nu-
méro quarante huit.

Il a été extrait

M Dode

littéralement ce qui suit :

Le Tribunal
jugeant en premier ressort

Dit et prononce
que le sieur Pierre Schaal
cédestier qualifié et do-
micilié est déclaré en
état de faillite,

et fixe l'époque de
l'ouverture à la date de
ce jour provisoirement.

Nomme Monsieur
Girerd, membre de ce Tribunal
juge commissaire

et Monsieur Dode
arbitre de commerce de-
meurant à Lyon rue Ste
Catherine numéro treize
syndic provisoire

ordonne &c.

Enregistré à Lyon
le onze novembre mil
huit cent soixante treize folio

Reçu cent trente francs

Pour copie conforme
un franc huit vingts
centimes
au greffier soussigné
centimes

Lyon le onze novembre
1873 Folio 16 Case 1

Reçu

21

Extrait
des minutes
du greffe du
Tribunal
de commerce
de Lyon de
parlement
du Rhône

Déposé le
14 9bre 1873

Jugement
rendu par le Tribunal
de Commerce de Lyon
le Lundi Dix Novembre
mil huit cent soixante
treize

Contre

Le Sieur
Brémond, marchand
de vin marchand
confec
tion demeurant à Lyon

Copie
certifiée

N Dode

quai des Célestins numéro treize

Il a été ensuite littéralement ce que suit.

Le Tribunal ~~après avoir~~ jugeant en premier ressort.

Dit et prononce que les sieurs Grémond ci-dessus qualifiés déclaré en état de faillite et fixe l'époque de l'ouverture à la date d'aujourd'hui provisoirement.

Nomme Monsieur Bonnevay membre de ce tribunal juge commissaire et Monsieur Dode arbitre

de commerce demeurant à Lyon, rue de Cathème numéro treize syndic provisoire.

ordonne &c

Lu enregistré à Lyon le treize novembre mil huit cent soixante treize folio 16 case reçu

Pour Demarles un franc quatre vingts cent. [illegible]

Lyon le trois novembre 1873 folio 26 case 11

Reçu

Chrystallin

21

Extrait
des minutes
du greffe du
Tribunal de
commerce de
Lyon département
du Rhône

Déposé
le 14 Déc. 1863

feuille unique

Copie

D'un jugement
rendu par le Tribunal de
commerce de Lyon le dix
novembre mil huit cent
soixante treize

Contre

Les sieurs
Dutheil et compagnie
négociants demeurant à
Lyon rue de la Reine
numéro cinquante quatre

Il a été extrait

Me Dargère

Attendu que les sieurs Dutter et compagnie ci-dessus nommés et qualifiés sont déclarés en état de faillite et fixe l'époque de sa ouverture à la date de ce jour provisoirement.

Nomme monsieur Jacques Mercier juge commissaire et monsieur Dargère arbitre de commerce demeurant à Lyon place des Cordelières numéro douze tous deux provisoirement.

Ordonne &c.

Délibéré à Lyon le ~~Dix~~ douze novembre mil huit cent soixante treize

Folio 126 case 1 reçu

Reçu pour deux droits un franc quatre vingt cinq centimes soixante centimes

Lyon le trois novembre 1873 folio 26 case 1

Reçu

Franklin

Greff

21

Extrait
des minutes
du greffe du
Tribunal de
Commerce de
Lyon departe-
ment du
Rhône

Déposé le
14 9bre 1878

Enregistré

Copie
certifiée

Me Grégard

D'un jugement
rendu par le Tribunal
de Commerce de Lyon
le Lundi Dix Novembre
mil huit cent soixante
treize

Contre
Les Sieurs
Descombes et Grosset
négocians demeurans
à Lyon place des Jacobins
numéro cinquante sept

Ladite société est
littéralement exécutée

Le Tribunal
jugeant en dernier
ressort,

Dit et prononce
que lesdits sieurs Descombes
et Grettet cédesses qua-
lités et domicilés

Sont déclarés
en état de faillite et
fixe l'époque de l'ou-
verture à la date de
ce jour provisoire
provisoirement

Nomme mon
sieur Faure membre
de ce Tribunal juge
commissaire

Monsieur

Grégoire Delarue
arbitre de commerce
demeurant à Lyon rue
Petit Gallet numéro
quinze Lyon prononce
défaut

ordonne
Enregistré à Lyon le
Neuf Novembre mil
huit cent soixante douze
folio 66 case 9 reçu
francs

Lyon

Pour copie conforme
un franc quatre vingts
centimes au bureau
soixante centimes
Lyon trente novembre
1879 Julio 26 cum 2

14 NOVBRE 18.3

Cour d'Appel
DE LYON.

DÉPARTEMENT DU RHONE.

SIGNALEMENT.

Agé de
Taille d'un mètre millim^s.
Cheveux
Sourcils
Front
Yeux
Nez
Bouche
Menton
Barbe
Visage
Teint

MARQUES PARTICULIÈRES.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE LYON.

Par arrêt de la dite Cour, chambre des appels correctionnels, en date du six novembre 1873,

Le nommé Sémanaz, (Louis), âgé de 33 ans, né le 28 avril 1840, à St Clair de la Tour, arrond^t de Bourgoin (Isère), fils de Sébastien et de Louise Fragnon, épicier, demeurant à Lyon, quai de la Guillotière N° 34, non-détenu,

déclaré coupable de banqueroute simple,

a été condamné à la peine de trois mois d'emprisonnement,

en vertu des article 586, 3, 4 et 6 du Code de commerce et 402 du Code pénal.

Le dit Sémanaz, Louis a commencé à subir sa peine le

CONDAMNATIONS ANTÉRIEURES.

TRIBUNAL qui les a prononcées.	LEUR DATE.	DÉLITS qui y ont donné lieu.	PEINES PRONONCÉES.
Lyon (Trib. de commerce)	20 7bre 1872	faillite	état de faillite

Pour extrait conforme délivré à la requête de M. le Procureur Général :
pour être affiché.
Le Greffier,

COUR D'APPEL DE LYON

Par nous Procureur Général.

15 NOVBRE 1873

397-702

C

Pardevant Me Pignatel et son collègue notaires à Lyon soussignés

Ont Comparu

Mr Barthelemy Poizat, employé de commerce, demeurant à Lyon, rue Imbert Colomès, No 2,

Mr Alfred Antoine Mauvin employé de commerce, demeurant à Lyon, quai de Retz No 15

Et Mr Claude Gay, employé de commerce demeurant à Lyon, rue d'Isly, No 6,

Lesquels ont fait les conventions suivantes

Article Ier

Il est formé entre les comparants une société en nom collectif ayant pour objet l'achat et la Vente au détail des articles d'épicerie et droguerie.

Article 2me

Cette société est contractée pour une durée de Huit années entières et consécutives à partir du quinze novembre présent mois.

La raison sociale sera Poizat Mauvin & Gay.

Le siège social est fixé à Lyon, place de la Martinière No 19.

Article 3me

Première feuille

Copie collée

Les trois associés auront la gestion des affaires de la société. Chacun d'eux aura la signature sociale, mais il ne pourra en faire usage que dans l'intérêt de la société à peine de nullité des engagement et de tous dépens dommages intérêts.

Article 4me

Le capital social est de Cinq mille cinq cents francs fourni par les associés dans les proportions suivantes:

Dix huit cents francs par Me Poizat. 1800

Dix huit cent cinquante francs par Me Meurin, 1850

Et pareille somme de Dix huit cent cinquante francs par Me Guy, 1850

Total égal Cinq mille cinq cents francs. 5500

Article 5me

Indépendamment de leurs apports les associés pourront verser en comptes courants libres telles sommes qu'ils jugeront convenables suivant les besoins du commerce.

Les sommes ainsi versées produiront des intérêts au taux de cinq pour cent l'an payables semestriellement à compter du jour de leur versement.

Deuxième et dernière feuille

TIMBRE 2/10 EN SUS 1F. 50c.

Article 6me

Chaque associé prélevera par mois une somme de Cent vingt cinq francs pendant le premier semestre, à l'expiration de ce terme la mise mensuelle sera portée à Cent cinquante francs.

Article 7me

Les bénéfices seront partagés entre les associés par tiers et à la dissolution de la société. Les pertes, s'il y en a, seront supportées dans la même proportion.

Le trente juin de chaque année il sera dressé un inventaire général pour constater la situation active et passive de la société. Cet inventaire sera signé par les associés et chacun d'eux aura le droit d'en retirer un double certifié sincère par ses co-associés. Le premier de ces inventaires s'ora fait le trente juin mil huit cent soixante quatorze pour la période courue alors.

Article 8me

A la dissolution de la société la liquidation sera faite en commun, sauf aux associés à prendre alors tels arrangements qu'ils jugeront convenables.

Article 9me

En cas de décès de l'un des associés la

société continuera entre les deux survivants. La part du décédé sera réglée d'après le dernier inventaire à compter duquel les intérêts de cette part seront payés à ses ayant droit au taux de cinq pour cent. Dans le cas de décès de deux associés la part des prédécédés sera réglée d'après le dernier inventaire comme il vient d'être dit et le survivant restera seul maître du commerce.

Les survivants auront un délai de Deux ans pour désintéresser les héritiers des décédés sous la condition du service d'intérêts dont il vient d'être parlé de six en six mois.

Les sommes qui pourront être dues au décédé en compte courant ou à titre de levée seront exigibles immédiatement.

Dans le cas d'un décès avant le premier inventaire les héritiers de l'associé ne pourront réclamer que l'apport ci-dessus constaté du défunt sans préjudice de ce qui pourrait leur être dû pour compte courant et levée mensuelle.

Les héritiers des associés défunts ne pourront aucunement s'immiscer dans les affaires de la société faites depuis le dernier inventaire ou depuis le commencement de la société. Ils n'auront point le droit de faire procéder à aucun inventaire judiciaire ni à aucune apposition de scelles ni à aucune formalité judiciaire.

Article 10me

L'un des associés ne pourra pas céder ses droits dans la société sans le consentement de son co-associé.

Les parties élisent domicile en leur demeure respective

Dont acte

Fait et passé à Lyon en l'Etude

L'an mil huit cent soixante treize

Et le Cinq novembre

Lecture faite, les parties ont signé avec les notaires.

Il est ainsi signé, Poizat, Alfred Maurin Gay, J. Meshollet Pignatel ces deux derniers notaires.

N° 61 Enregistré à Lyon 1er B au le six novembre 1873 fol 29 R° C° 6 à 8 reçu Dix francs décimes Deux ~~Deux~~ francs (signé) Cropet.

Expédition

Pignatel

La rature de deux mots nulle approuve

A. PIGNATEL NOTAIRE A LYON

Société

Poizat = Mauvin = Gay

5 9bre 1873

A. PIGNATEL
NOTAIRE
LYON

Tribunal de commerce

C. R.

TIMBRE 2/5 EN SUS 1F 50c

Enregistré

Copie collationnée

Extrait
des minutes
du Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Lyon
Département
du Rhône

Déposé le 15 novembre 1873

Le Tribunal de Commerce de Lyon a rendu le jugement suivant

Entre le sieur Paul Thomas dit Thomson chirurgien dentiste demeurant à Lyon, rue de Lyon, trente deux

Demandeur comparant pour Maître Pondevaux avoué, son défenseur et mandataire

Me Pondevaux

suivant un pouvoir sous
seing privé enregistré à
Lyon le trente un Octobre
mil huit cent soixante treize
par M. Gast qui a perçu
les Droits

D'une part

Et le sieur
Jean Baptiste Ygonin Docteur
médecin Demeurant à
Lyon rue de Lyon, numéro
un, en sa qualité de tuteur
Datif du mineur Jules
Marie Guerre, caporal
au neuvième bataillon de
chasseurs à pied, en garnison
à Villeneuve l'Etang
(Seine et Oise)

Défendeur
comparaissant par le sieur Ch
son Défenseur suivant un

TIMBRE 2/10 CENTIMES 1F 50C

pouvoir sous seing privé
enregistré le trente un
Octobre mil huit cent soi
xante treize par M. Gast
qui a perçu les Droits

D'autre part

Conclusions

Qu'il Me Pondevaux, qui
au nom du demandeur a
conclu à ce qu'il plaise
au Tribunal

Dire et prononcer
que la société en nom
collectif ayant existé entre
le sieur Paul Thomas dit
Tomson et le sieur Jules
Charles Hippolyte Guerre
est et demeure dissoute à
compter du jour du décès
de ce dernier, et nommer

un liquidateur à l'effet d'établir les comptes des parties.

Dire que les dépens seront tirés en privilèges de liquidation.

Sous réserves

Entières

Chol mandataire du sieur Ygonin en qualité, qui a conclu à ce qu'il plaise au Tribunal

Lui donner acte de sa déclaration qu'il s'en rapporte à justice, en ce qui concerne la demande du sieur Thomas

Sous réserves

Faits

Tendant un exploit

3 cinq feuilles de timbre

enregistré du ministère de l'huissier Carrier de Lyon en date du vingt neuf Octobre mil huit cent soixante treize

Le demandeur a fait donner assignation au sieur Ygonin, en sa qualité de tuteur datif du mineur gratis Marie Jeanne seul héritier de droit du sieur Charles Hippolyte Jeanne dit Dé.

A comparaître le lundi dix trente un Octobre mil huit cent soixante treize, à une heure du soir à l'audience et par devant le Tribunal de Commerce de Lyon

3

y seront au jeu paus de
Commerce, place de
la Bourse

Deux fins des
conclusions sus énoncées.

La cause
a été inscrite au rôle, et
appelée à l'audience du
huit un Octobre mil huit
cent soixante treize, pour
a été renvoyée devant
M. le Président de ce
Tribunal.

Ce magistrat a
convoqué les parties en
son cabinet, et en sa présence
Maître Pondevaux avoué
pour le Demandeur et
le sieur Chol mandataire
du Défendeur ont respective-
ment conclu comme

dessus, et requis l'adjudi-
cation de leurs conclusions

M. le Président a
fait insérer son rapport
au Tribunal, qui en
l'audience de ce jour a
prononcé le jugement suivant

Droit

Dira-t-on que la société
ayant existé entre les sieurs
Thomas Dit Comson et
Guerne, est et demeure dissoute
à dater du jour du décès de
ce dernier, et à qui incom-
bera-t-on la liquidation?

Question
étrangère à l'égard des défendeurs

Qui Monsieur
le Président en son rapport

Le Tribunal

de Droiture et qui avait son
siège à Lyon, rue de Lyon
trente Deux, et déclare
dissoute à dater du vingt
quatre Avril dernier jour
du décès de Guerre, sur
la demande verbale des parties,
~~nommée le sieur~~ Nommé le
sieur Chivolle liquidateur
de la dite société, à l'effet
de régler les comptes des ci-
associés;

Dit que les valeurs
composant l'actif de la
liquidation, notamment
au titre de quatre cent
soixante francs cent trois
pour cent inscrit au nom de
la dite société, seront partagées
entre Chouvas et Guerre

La rature de trois mots
nuls approuvée.

Dit que les
dépens seront tirés en
privilégié de liquidation

Fait et prononcé
en jugement en l'audience
publique du Tribunal
de Commerce de Lyon,
y séant au palais de la
Commerce, place de la
Bourse

Le Onze Novembre
mil huit cent soixante neuf

Ont Messieurs
Léon Aubibert juge
Président en l'absence
Cesar Favre juge
et François Chavel juge
suppléant;

Assistés de M.
Chipier commis greffier
assermenté

La minute du présent jugement est signée Gudibert et Chapon

Enregistré à Lyon le quinze novembre mil huit cent soixante trois folio 33 case reçu pour droits deux francs

Reçu pour timbres cinq francs 50 centimes au soussigné

80 centimes

Lyon le Quinze Novembre 1863

Gaillard

Expédition délivrée aux parties

Transcrit

19 NOVBRE 1863

6. R.

Entre les soussignés Monsieur Martinet Amand, Fabricant de Parfumerie rue de la Barre N° 8 à Lyon et Monsieur Louis Lachal rentier demeurant à Lyon rue François dauphin N° 16. il a été convenu ce qui suit.

Art. Premier

Il est formé entre les soussignés une société en noms collectifs à l'égard de Monsieur Amand Martinet et en commandite à l'égard de Monsieur Louis Lachal. Le siège social est à Lyon rue de la Barre 8

Art. Deuxième

La société a pour objet le commerce et la fabrication de la parfumerie et savonnerie et de tout ce qui y a rapport, elle aura une durée de Six années pleines et consécutives qui commenceront le Premier Novembre Mil huit cent soixante treize pour finir le Premier Novembre Mil huit cent soixante Dix neuf.

Art. 3

Monsieur Martinet aura seul la signature sociale qui sera Martinet et Cie

Art 4 —

Monsieur Louis Lachal, jouira à partir de la date de son versement qui est fixé à Trente mille francs, d'un intérêt de Six pour cent l'an payable par semestre, et sa part dans les bénéfices de la société sera de trois pour cent, sur le chiffre net des affaires, constatés au compte de Marchandises Générales, tous les autres bénéfices ainsi que le commerce en entier resteront toujours la propriété de Monsieur

Lachal

A Martinet

Dix

L'apport de Monsieur A. Martinet en nature s'élève à mille francs

A. Martinet

Lachal

Me Patricot

Martinet Amand.

Article Cinquième

La durée de la commandite aux conditions ci-dessus pourra à la volonté de Monsieur Amand Martinet être prolongée de six années, en remboursant à Monsieur Louis Lachal, la moitié de la mise de fonds. Sont quittes Mlle Jeanne, et en ce cas la part de bénéfices de Monsieur Louis Lachal sera réduite à un et demi pour cent et l'intérêt de ce capital lui sera payé à six pour cent l'an.

Art Sixième

Le concours gratuit et la surveillance de Monsieur Louis Lachal dans les livres ne pourra en aucun cas lui être refusé.

Art Septième

Madame Martinet donnera son concours et bienveillance au commerce en elle sera requise.

Art Huitième

Pendant la durée de la Société, Monsieur Martinet ne pourra, sauf le cas de pertes, étendre son commerce, ni prendre un associé, sans le consentement de Monsieur Louis Lachal et sans le rembourser.

Ainsi, Convenu fait et signé en quatre original à Lyon le trente Novembre Mil huit cent soixante douze.

J'approuve
L Lachal

A Martinet

Enregistré gratis à Lyon le 20 Novembre 1872 f 52 c 80
Reçu huitième feuille timbre timbre gratis

Reçu pour Cinq francs au Suffrage 80 centimes Lyon le Monsieur

Expédition

6. Pr.

Extrait

20 NOVBRE 1872

Entre les soussignés

Monsieur Alphonse Mazenod demeurant à Lyon 37. rue St Jean.

et Monsieur Jn Baptiste Bolard demeurant à Lyon 13. rue de l'Annonciade.

Il a été convenu ce qui suit :

Article Premier. — Monsieur Jn Baptiste Bolard commanditaire du commerce Mazenod & Cie voulant profiter de la clause de l'article V de son traité qui lui confère le droit de se retirer du commerce, a communiqué son intention à Monsieur Mazenod. Celui ci désirant à ce dégager a accepté les propositions de Mr Bolard. En conséquence les parties susnommées sont d'accord de se séparer à dater du premier mars de la présente année.

Article second. — Le remboursement de la commandite de Monsieur Bolard en capital et intérêts sera effectué de la manière suivante : Monsieur Mazenod s'engage à souscrire à Mr Bolard des valeurs négociables pour la somme de Vingt quatre mille francs et pour solde de son apport en commandite.

Article troisième. — Les valeurs seront être de la somme de Deux mille francs en y ajoutant les intérêts à raison de six pour cent l'an et payables savoir : Deux mille francs avec intérêts acquittés dès avant ce jour au trente un mai dernier et le surplus jusqu'au remboursement de la somme de seize mille francs ainsi qu'il suit : deux mille francs au quinze Janvier deux mille francs au trente un Janvier deux mille francs au quinze février deux mille francs au vingt huit février deux mille francs au quinze Mars deux mille francs au trente un mars et deux mille francs au quinze avril. Les huit dernières mille francs seront acquittés par deux billets de quatre mille francs chacune en y ajoutant les intérêts qui s'amortissent après chaque paiement et à échéances les deux mois suivants.

Me Patricot

La minute

Article quatrième — Cette convention n'enlève pas à Monsieur Bolard les droits sur ce qui lui revient de son compte d'intérêt arrêté au premier Mars dernier.

Article cinquième — Monsieur Bolard restera dans la maison de commerce jusqu'au remboursement de la somme de seize mille francs de sa commandite dans les mêmes conditions de son précédent traité comme compte de levées et droit de contrôle pour les affaires commerciales ainsi que pour la vérification des écritures.

Article sixième — A dater du jour de la sortie de Monsieur Bolard il n'aura plus d'autres droits que celui de se faire passer les livres, droit qu'il conservera jusqu'à entier paiement de sa créance.

Article septième — Si le paiement des seize mille francs est anticipé, et il pourra l'être, celui des huit mille francs restant devra être fait dans les deux mois suivants et par moitié chaque mois.

Article huitième — Monsieur Bolard abandonnant sa part dans les bénéfices se maintient dans la maison seulement à titre simple prêteur et délié de toute responsabilité commerciale.

Article neuvième — Le défaut de paiement d'un seul à-compte à son échéance rendra de plein droit le capital entier exigible.

Ainsi fait et signé en double à Lyon le premier Novembre mil huit cent soixante trois

Bolard

Mazenod & Cie

Enregistré à Lyon, le premier Novembre 1873, folio 48 case 1 reçu cinq francs cinquante centimes. Signé Lorrain

Expédition délivrée à Monsieur Bolard

6. Pl.

TIMBRE 2/10 EN SUS 1F 50C

Enregistré le 24 Novembre 1873

Copie certifiée

Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de Commerce de Lyon Département du Rhône

Le Tribunal de Commerce de Lyon a rendu le jugement dont la teneur suit

Entre 1° le sieur Lourmet propriétaire rentier demeurant à Lyon, quai d'Orléans douze

2° Le sieur Mont Lenoire propriétaire rentier demeurant à Lyon rue des Marronniers

Me Patrial

3° Le sieur Alexandre Roy négociant à Lyon rue Ste Catherine

4° Le sieur Bonaventure Roy négociant à Lyon rue de Farge deux.

Tous demandeurs comparant par Me Patricot avoué, leur mandataire suivant pouvoir sous seing privé enregistré à Lyon le trente un Octobre dernier, par M. Gast qui a perçu les droits.

D'une part

Et 1° le sieur Camille Monchonnay et David marchand de chaussures à Lyon, actuellement sans domicile ni résidence connus

2° le sieur Philibert Gillet, marchand de chaussures à Lyon, cours de Presses.

3° le sieur Benoit Dumas, marchand de chaussures à Lyon, rue Centrale Dix-sept

4° Le sieur Grégoire Delarque, arbitre de commerce à Lyon, rue Puits-Gaillot quinze, en qualité de syndic de la faillite Dumas et Ce

Tous défendeurs, ce dernier comparant par Me Flory avoué à Lyon, son mandataire suivant pouvoir sous seing privé enregistré à Lyon le quatre Novembre courant, par Me Gast qui a perçu les droits

D'autre part

Conclusions

Où Me Patricot qui au

Deuxième feuille

nom des demandeurs a conclu
à ce qu'il plaise au Tribunal

Dire et prononcer qu'un
nouveau liquidateur de la
Société Monchonnay Gillet
& Cie est nommé d'office en
remplacement du sieur Dumas,
que tous pouvoirs lui seront
donnés pour retirer des mains
du sieur Dumas ou de son
syndic les livres, titres et
papiers dépendant de la
liquidation de la désorsoidé
de produire dans la faillite
Dumas et Cie pour les sommes
dont le sieur Dumas serait
débiteur envers la liquidation
dont s'agit, de recevoir toutes
autres sommes dues à celle-ci
d'acquitter le passif pouvant

exister, et d'achever enfin les
opérations commencées

Tous contestants condamnés
aux dépens, qui dans le cas
contraire seront tirés en
frais privilégiés de liquidation

Sous réserves

Où Me Pharg, qui au nom
du sieur Grizard Delaroche
qualité, a conclu à ce qu'il
plaise au Tribunal

Lui donner acte de
sa déclaration qu'il s'en
rapporte à justice

Sous réserves

Lecture

Seront exploit enregistré, de
l'huissier Bastier de Lyon en
date du vingt neuf Octobre
mil huit cent soixante trois

les Demandeurs ont fait assigner les Défendeurs à comparaître le Vendredi trente un Du Dit mois d'Octobre à cinq heures Du soir, pour Devant le Tribunal de Commerce de Lyon, séant au palais Du Commerce, place de la Bourse.

Aux fins des conclusions ses énoncées.

Sous réserves

La cause a été mise au rôle, et appelée à l'audience Du trente un Octobre Dernier, puis renvoyée à celle Du Quatre Novembre courant;

Mes Patricot avoué pour les Demandeurs et Me Flory pour le sieur Grizard Delarque ont respectivement conclu comme dessus, et requis l'adjudication de leurs conclusions

La cause a été renvoyée Devant Mr le Président et après l'avoir entendu les parties, ce magistrat a fait son rapport au Tribunal qui en l'audience de ce jour a prononcé le jugement suivant

Droit

Nommera-t-on un liquidateur de la société Monchonnay Gellot et Cie, en remplacement du sieur Dumas, et Dira-t-on que ce Dernier ou pour lui, le sieur Grizard Delarque son associé seront tenus de remettre au nouveau liquidateur tous les livres titres et papiers Dépendant de la Dite

liquidation ?

Que sera t-il statué
à l'égard des dépens ?

Ouï Monsieur
le Président en son rapport

Le Tribunal
après en avoir délibéré

Motifs

Attendu que
Pierre Dumas, liquidateur de
la Société Monchonnay Gillot
et Cie est tombé en faillite,
avant d'avoir terminé sa
mission ; que les requérants
en qualité de co-associés
commanditaires demandent
qu'il soit pourvu à son
remplacement ; pour ce Tribunal

Attendu que les
circonstances de la cause
justifient pleinement cette
mesure

Attendu du reste que
les défendeurs ne s'opposent
pas à la demande, et ont déc-
laré s'en rapporter à justice.

Attendu que les
dépens doivent être supportés
par la liquidation

Dispositif

Par ces motifs
Le Tribunal jugeant en
premier ressort, nomme d'office
avec tous les pouvoirs nécessaires
à cet effet l'expert Vernon
de Bores Dodé, liquidateur de
l'ancienne société Monchonnay
Gillot et Cie en remplacement
du sieur Dumas ; dit en
conséquence, que ce dernier, ou
Grégoire Deharme seront tenus

de lui remettre tous les titres et papiers dépendant de la liquidation de la Dite société.

Déposons frais en privilège de liquidation.

Fait et prononcé en jugement en l'audience publique du Tribunal de Commerce de Lyon y séant aux prétoires de Commerce place de la Bourse.

Le Treize Novembre mil huit cent soixante treize

Par Messieurs Röhrmann Président, gaillard et Bonnaway juges.

En présence de Messieurs Clavel et Joannon juges suppléants.

Assistés de M. Bucher commis greffier

La minute est signée

A. A. Röhrmann

et C. Bucher.

Enregistré à Lyon le Vingt deux Novembre mil huit cent soixante treize folio 67 case 2 reçu

Neuf francs

Signé Eugs

Pour expédition

Reçu pour six rôles cinq francs 40 centimes au greffier un franc 80 centimes

Lyon vingt deux novembre 1873 Vu le 67 case 2 Eugs

28

Extrait des minutes

15 NOVBRE 18 3
25 NOVBRE

Timbre 2/10 en sus F. 1.

Les soussignés

M. François Deschamps, glacier de cotonds, demeurant à Lyon, rue de Sully N° 113.

D'une part.

Et M. Pierre Lambert, aussi glacier de cotonds, demeurant également à Lyon, Quai Villon N° 10.

D'autre part.

Avant de passer l'acte qui fait l'objet des présentes, ils ont préliminairement rappelé et expliqué ce qui suit.

Aux termes d'un acte sous seing privé fait à Lyon le dix Août mil huit cent soixante dix enregistré dans la même ville le douze même mois par le receveur Rompsal, déposé et publié conformément à la loi, une société en nom collectif a été formée entre les soussignés pour le lustrage des cotons et fantaisies sous la raison Deschamps & Cie. Cette société doit avoir une durée de dix années du premier Août mil huit cent soixante dix à pareille époque de l'année mil huit cent quatre vingt; le siège de la société est établi à Lyon, rue de Sully N° 113 et le Capital social fixé à la somme de Dix neuf mille cent soixante douze francs avec indication que les bénéfices à réaliser, seront dans la proportion de un tiers, mis en masse pour venir augmenter le capital social jusqu'à ce que ce capital ait atteint le chiffre de trente mille francs.

De plus il a été stipulé dans cet acte que chaque associé aura droit à un prélèvement mensuel de Deux cents francs.

Toutes les autres clauses & conditions de cet acte

Copie certifiée

de formation de société tout inutiles à rappeler

Depuis lors il est intervenu, soit entre la société Deschamps & Cie & les Sts Deschamps personnellement soit entre les deux associés divers conventions verbales qui ont rendu nécessaire l'acte modificatif & additionnel qui va suivre et dont l'effet remonte au trente Juin dernier

Ces modifications seront faites dans l'ordre de l'acte de Société tel qu'il est rappelant pour chacune d'elles le numéro de l'Article de l'Acte primitif auquel elles correspondent, puis seront indiquées les additions jugées nécessaires, le tout de la manière suivante.

Article 3me. La raison sociale qui était Deschamps & Cie est devenue Deschamps & Lambert.

Article 4me Le fonds social qui était fixé à neuf mille cent soixante douze francs pour être porté à trente mille francs par la mise en masse des intérêts des bénéfices ainsi qu'il était dit article 14me, a été élevé à soixante mille francs, dont moitié pour chaque associé qui se réservent de fournir tout ou partie de leur mise, au moyen de leur compte de fonds et Compte Courant tels arrêtés au trente Juin dernier, et il résulte de l'inventaire dressé à cette date que M Lambert a fourni de cette manière l'intégralité de sa mise et que M Deschamps n'a fourni que vingt mille cent trente sept francs cinquante cinq cent. Le surplus de cette dernière mise devra être

Extrait des minutes

TIMBRE 2/10 EN SUS F

versé par le dit M Deschamps dans un délai de neuf mois à compter du premier Juillet dernier, c'est-à-dire qu'elle devra être complétée au plus tard le trente un Mars mil huit cent soixante quatorze

Ces mises de fonds du jour du versement, produiront un intérêt annuel de cinq pour cent, exigible tous les six mois, les trente Juin et trente Décembre, aux époques d'Inventaire

Naturellement chacun des associés conservera la faculté, après avoir fourni l'intégralité de sa mise de fonds de verser en Compte Courant libre et du consentement de son co associé, telles sommes qu'il jugera convenable. Ces sommes seront productives du jour du versement d'un intérêt annuel de six pour cent payable de la même manière que celui des mises de fonds, et une fois versées elles ne pourront être retirées, lorsqu'il s'agira de plus de deux mille francs qu'en prévenant six mois d'avance et par écrit.

Article 5me Le siège de la société est toujours rue de Sully n° 103 et les baux des lieux sont la propriété sociale. Mais les locaux occupés par la Société sont augmentés de ceux nouvellement loués aux termes d'un acte sous seing privé en date de ce jour, enregistré.

Article 7me La signature sociale appartient toujours aux deux associés qui ne peuvent en faire usage que pour les besoins & affaires de la société, à peine de nullité, même à l'égard des tiers, de

Vegan

dommages interêts et encore de dissolution de société.

Article 9me Le Portefeuille sera comme la Caisse tenu par M. Deschamps, sauf le Contrôle qui pourra être exercé par M. Sambat quand bon lui semblera.

Article 10me Les prélèvements de chaque associé qui étaient de Deux cents francs par mois, sont élevés à Deux cent cinquante francs.

Article 11me Pour constater l'état de la société il sera fait chaque année deux inventaires aux dates des trente juin et trente un décembre.

A chacun de ces Inventaires, il sera fait une remise de cinq pour cent sur le solde des comptes ouverts aux Meubles & Ustensiles et au matériel en créditant ces Comptes par le débit de celui de Profits & Pertes.

Ces inventaires seront transcrits avec tous les détails nécessaires sur un registre spécial signé par les associés et dont chacun retirera un extrait également certifié de la même manière.

Les bénéfices nets de toutes charges sociales appartiendront et seront répartis par moitié entre les associés et les pertes, s'il en existait seraient supportées dans la même proportion avec cette réserve que les deux tiers seulement des bénéfices constatés seraient à chaque inventaire répartis par moitié aux Comptes Courants libres des associés & le dernier tiers, sur un compte spécial de Profits & Pertes pour rester laissé en réserve dans l'intérêt dans le but d'augmenter les affaires de la société. Ce ne sera donc qu'à la fin de

Extrait des minutes

la société que les résultats de ce compte spécial seront répartis entre les associés.

Les pertes seront réparties de la même manière et dans les mêmes proportions.

Articles 13, 15 & 16. En cas de décès prévu par ces articles, la liquidation serait faite par l'associé survivant sous la surveillance d'un seul mandataire choisi par tous les héritiers ou ayant droit du défunt.

La déconfiture ou l'incapacité quelconque d'un des associés serait assimilée au cas de décès et les mêmes clauses seraient applicables dans l'un comme dans l'autre cas.

Article additionnel. Chaque associé pourra demander la dissolution de la société sans être passible d'indemnité dans le cas où à une époque quelconque il existerait, ~~déduction faite des bénéfices versés en réserve~~ une perte de huit mille francs.

Dans ce cas, comme à l'expiration de la société, la liquidation sera faite en commun dans le délai d'une année.

A l'expiration de ce délai, s'il existait encore des valeurs indivises, quelle qu'en fut la nature, même des droits au bail des locaux occupés par la société, il serait procédé à la licitation du tout, mais entre les parties seulement et à la requête de la plus diligente.

Cette licitation n'interdirait pas à l'associé qui n'aurait pas acquis le droit de se rétablir librement et on bon lui semblerait pour faire le même

M. Gregan

Commune.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire ou d'une expédition des présentes pour remplir à toutes époques les formalités de publications légales.

Fait et signé en autant d'originaux qu'il en fallait pour les parties et les dépôts prescrits, à Lyon le Seize Novembre mil huit cent soixante douze et approuvé la rature de sept mots nuls

Lu et approuvé
Deschamps

Lu et approuvé
Samlet

Enregistré pour Deplerita à Lyon le Vingt-quatre Novembre 1872 f 74 V° 2 reçu trois francs dix centimes Décime pour Le Receveur

21

TIMBRE 2/10 EN SUS 1F. 50c.

Déposé le

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de commerce de Lyon département du Rhône

Feuille unique

D'un jugement rendu par le Tribunal de commerce de Lyon le Vingt un novembre mil huit cent soixante treize.

Contre

Le sieur Gallard, négociant demeurant à Lyon place croix Paquet numéro cinq

Il a été extrait littéralement ce qui suit =

Expédié

Contre

Bruyand

Le Tribunal
jugeant en dernier
ressort,

Déclare
que le sieur Gallard,
ci dessus qualifié condamné
est déclaré en
état de faillite
et fixe l'époque
de l'ouverture à la date
de ce jour provisoirement

Nomme mon
sieur Mauvernay mem
bre de ce Tribunal juge
commissaire
et Monsieur
Grijard Delarue arbitre
de commerce demeurant
à Lyon rue Petit Gallot
numero quinze syndic
provisoire

Dispense le sieur
Gallard du dépôt de sa
personne dans une maison
d'arrêt

ordonne &c &c

Enregistré à Lyon le
Vingt six Novembre mil huit
cent soixante treize folio 83
case 7 reçu [illegible]

Pour deux deux robes
un franc quatre vingt
centimes, [illegible]
Lyon le [illegible]
1873 folio 84 case 7

3 DEC 1873

1 DEC

Entre les soussignés:

29 NOVBRE 1873

Entre les soussignés

Mr Eugène Saunier, négociant demeurant à Lyon, chemin St Cyr

D'une part

Et

Mr Joseph Barerey négociant demeurant à Lyon cours Lafayette 224

D'autre part

Mr Guillaume Fravers négociant demeurant à Lyon grande rue de la croix rousse 96 bis

encore D'autre part

Il a été convenu ce qui suit:

La Société en nom collectif à l'égard de messieurs Saunier et Barerey, et en commandite à l'égard de monsieur Fravers contractée suivant acte sous seing privé en date à Lyon du premier avril mil huit-cent soixante treize, enregistré et publié conformément à la loi et qui devait avoir une durée de dix années entières et consécutives, commençant le premier avril mil huit-cent soixante treize, pour finir à pareille époque de l'année mil huit-cent-quatre-vingt-trois; qui avait pour objet unique et spécial la fabrication et la vente des cordes à vendre sous la raison sociale Barerey Saunier et Cie et dont le siège était à Lyon, cours Lafayette N° 224, a été dissoute d'un commun accord à partir de ce jour.

TIMBRE 2/10 EN SUS cen 50

VINCENT CHAPUIS AVOUÉ

La liquidation en sera faite par Monsieur Bareret ; tous pouvoirs lui sont donnés à cet effet.

Ainsi convenu fait et signé en autant de doubles qu'il y a de parties à Lyon le treize novembre mil huit cent soixante-huit

Approuve
H. Bareret

Approuve
G. Travers

Approuve
Taumes

Enregistré sous double à Lyon le vingt-huit novembre 1868 f 75 mes
et remarqués deux lignes sans renvoi
certifions deux charges renvoi
Delle